

PERSPECTIVES PROVINCIALES

Décembre 2009

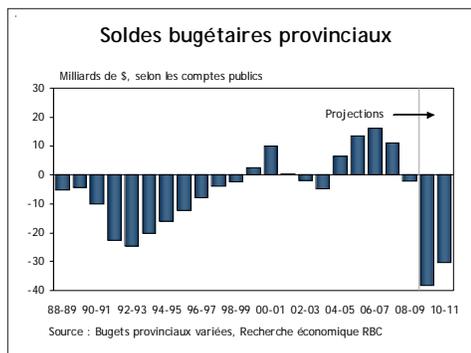
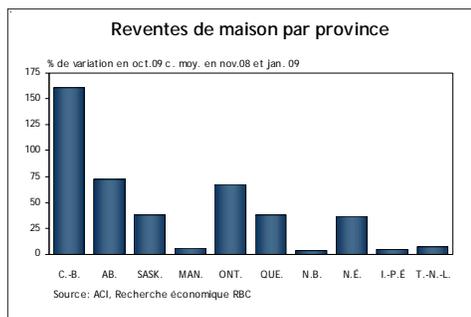
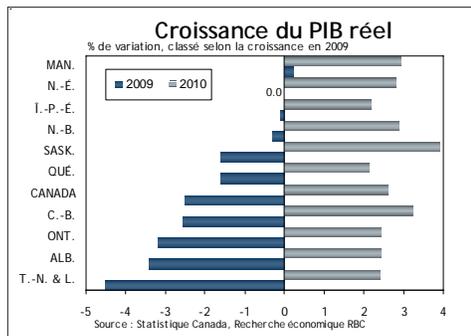
Un nouveau départ

Pratiquement le Canada tout entier accueillera la fin de 2009 avec un grand soulagement. Depuis la récession du début des années 90, et dans certains cas, du début des années 1980, jamais nous n'avions connu une année aussi éprouvante. Toutes les provinces, même l'Alberta que l'on considérait autrefois comme invincible, ont connu des difficultés. Le sévère déclin de l'activité économique vers la fin de 2008 a fait sombrer un grand nombre de provinces, dont l'Ontario, l'Alberta et la Colombie-Britannique, dans un profond marasme pendant une grande partie de l'année, lequel a eu d'importantes répercussions sur les marchés du travail régionaux. Les rangs des chômeurs n'ont cessé de grossir propulsant de ce fait les taux de chômage de l'Ontario et de l'Alberta à leurs plus hauts niveaux depuis les années 90.

En dépit des nombreux obstacles qui demeurent à surmonter, 2010 se veut néanmoins annonciatrice d'un redressement économique, même si celui-ci s'avérera initialement ténu. Il ne fait aucun doute que l'optimisme naissant qui teinte la conjoncture mondiale qui se profile tranche fortement avec l'effondrement économique mondial de 2009. La crise financière étant chose du passé et l'économie américaine donnant des signes de reprise, les facteurs « externes » aux économies provinciales devraient recommencer à soutenir la croissance. À cet égard toutefois, ce sont la portée et les effets des mesures de relance budgétaire et monétaire qui revêtent la plus grande importance. Pratiquement tous les trois paliers de gouvernement (fédéral, provincial et municipal) ont lancé d'importants programmes d'investissement dans les infrastructures, lesquels prendront toute leur ampleur l'an prochain. Dans la plupart des cas, 2010 sera synonyme de l'apogée des plans de relance.

De son côté, l'assouplissement de la politique monétaire se fait déjà sentir, notamment sur le marché canadien de la vente de maisons. Les effets de ce relâchement devraient perdurer en dépit des attentes voulant que la Banque du Canada y mette graduellement un terme en milieu d'année. La reprise fulgurante de l'activité de vente sur le marché résidentiel dans toutes les provinces depuis le début de 2009 repose surtout sur l'extrême faiblesse des taux hypothécaires. Un tel redressement sur le marché du logement est censé témoigner du retour de la confiance des consommateurs, même au cœur des provinces les plus éprouvées par la récession telles que la Colombie-Britannique, l'Ontario et l'Alberta.

Le prix des plans de relance budgétaire est énorme : des déficits budgétaires colossaux. Les prévisions déficitaires pour l'ensemble des provinces se chiffrent à 38,2 milliards de dollars pour l'exercice 2009-2010 et à au moins 30,2 milliards de dollars (sans les prévisions de deux provinces) pour l'exercice 2010-2011, du jamais vu du point de vue de la valeur. Toutefois, par rapport au PIB, ces déficits seront légèrement en deçà des sommets atteints au cours des années 90. Même si l'accumulation d'un important manque à gagner soulève certaines inquiétudes, la sévérité de la crise fait que toute autre solution n'aurait pas été plus heureuse. Or, tout cela n'empêche pas que le retour à



Paul Ferley

Économiste en chef adjoint
(416) 974-7231
paul.ferley@rbc.com

Robert Hogue

Économiste principal
(416) 974-6192
robert.hogue@rbc.com

David Onyett-Jeffries

Économiste
416-974-6525
david.onyett-jeffries@rbc.com

moyen terme à l'équilibre comportera son lot de difficultés et de décisions déchirantes.

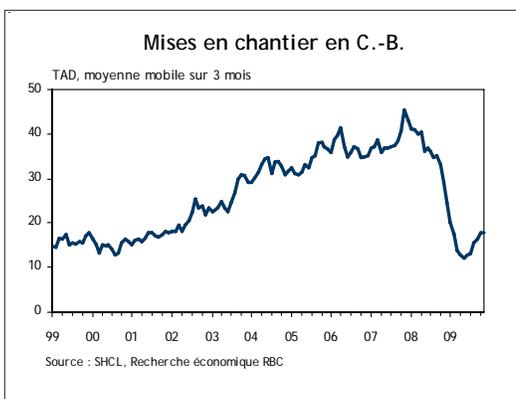
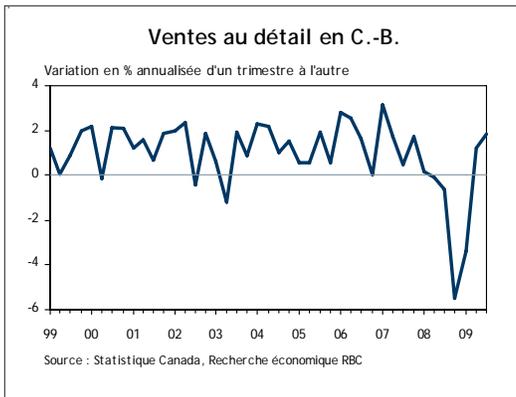
Les présentes perspectives accusent très peu de différences avec les *Perspectives* publiées en septembre. Nous envisageons toujours un repli de l'activité économique généralisé parmi les provinces en 2009 (exception faite du Manitoba et de la Nouvelle-Écosse), de même qu'une reprise tout aussi étendue en 2010. Nous avons néanmoins apporté de légères modifications à certaines prévisions provinciales. Le changement le plus marqué touche Terre-Neuve-et-Labrador, où les interruptions de production - plus longues que prévues - du secteur minier nous ont incités à réviser à la baisse le recul du PIB en 2009 d'un point de pourcentage à 4,5 % et à la hausse la croissance pour 2010 à 2,4 %, comparative-ment à 2,0 % initialement. Des révisions à la baisse ont également été apportées à l'Alberta (pour illustrer la reprise qui s'y avère moins vigoureuse que prévue) pour les exercices 2009 et 2010, à la Saskatchewan (en raison de la chute marquée de la production de potasse) et à l'Ontario pour les exercices 2009 et 2010 (du fait d'un repli plus sévère que prévu au deuxième trimestre de 2009 et d'une reprise moins vigoureuse en 2010). En revanche, nous avons relevé nos perspectives à l'égard du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse pour les exercices 2009 et 2010 (on s'attend à une croissance nulle pour la Nouvelle-Écosse en 2009) et à l'égard du Québec et du Manitoba pour l'exercice 2009.

Ce présent rapport fait également état de nos prévisions pour 2011 ; nous tablons sur des économies provinciales qui prendront encore plus de forces. De façon générale, nous nous attendons à ce que l'ouest du pays, dans le sillage de la Saskatchewan, connaisse une croissance supérieure à la moyenne nationale de 3,9 %, exception faite de la Colombie-Britannique qui devra composer avec un ralentissement causé par la fin des Jeux olympiques.

Colombie-Britannique – Place aux Jeux !

Alors que Vancouver se prépare à accueillir le plus grand événement sportif hivernal du monde en février et en mars, l'économie de la Colombie-Britannique, quant à elle, se tient prête à profiter d'une activité économique bouillonnante qui la poussera vers la voie de la reprise en 2010. L'arrivée de dizaine de milliers d'athlètes, d'entraîneurs, de représentants officiels, de dignitaires, de médias étrangers, de partisans et de spectateurs stimulera le tourisme, le commerce de détail et divers autres services au début de l'année. Cette manifestation sportive se traduira par la création d'emplois et un volume accru de dépenses au cours des nombreuses semaines entourant les Jeux olympiques et paralympiques d'hiver. Un tel regain économique est, sans conteste, attendu avec beaucoup d'impatience dans une province où la récession s'est fait très durement sentir. On s'attend à ce que l'économie britanno-colombienne se contracte de 2,6 % en 2009, sa pire performance depuis 1982. L'économie dans son ensemble a été touchée par la récession, mais les secteurs manufacturier, des ressources naturelles, de la construction, des services, de même que les dépenses en immobilisations, les recettes gouvernementales et le marché du travail ont affiché des grandes pertes particulièrement fortes.

Toutefois, nous constatons des signes de reprise depuis quelques mois. Le redressement le plus marqué s'avère incontestablement la reprise fulgurante des ventes des maisons existantes depuis le creux - qui n'avait pas été atteint depuis



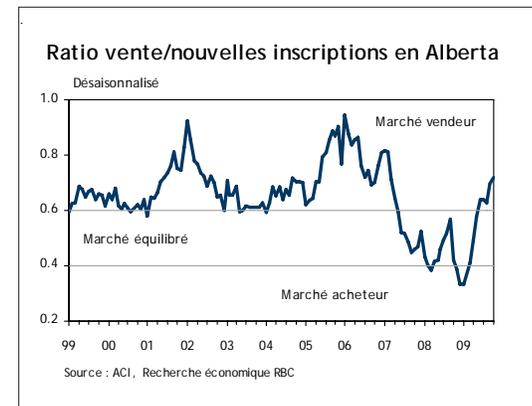
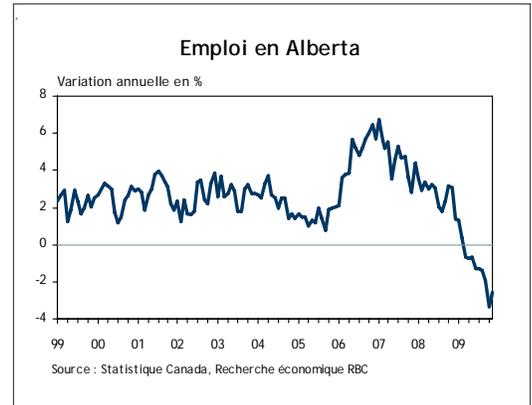
des décennies – atteint tôt en 2009. En fait, le marché de la revente britannico-colombien était entièrement rétabli en octobre, en grande partie grâce aux faibles taux hypothécaires, ce qui aurait été inconcevable il y a quelques mois seulement. De même, depuis le printemps, les ventes au détail et les mises en chantier sont parties à la hausse, mais les gains se sont effectués à partir de niveaux très faibles. Après avoir brusquement affiché des pertes au début de l'année, le marché du travail a connu un redressement en automne. Malgré tout, le taux de chômage demeure élevé. Or, comme l'économie est déjà engagée dans une phase d'expansion, le stimulant économique provenant des Jeux olympiques promet d'accroître cette tendance haussière en 2010.

Les perspectives favorables visant la Colombie-Britannique ne se limitent pas uniquement à l'économie intérieure. Nous prévoyons certaines améliorations au chapitre des affaires extérieures. En effet, le secteur de l'immobilier américain étant en voie de guérison, le secteur des produits forestiers devrait commencer à s'extirper de son marasme. Une telle remontée de la demande de produits du bâtiment chez nos voisins du Sud stimulera les exportations de bois de la C.-B. Toutefois, celles-ci se relèveront de niveaux extrêmement bas. L'augmentation des exportations de marchandises repose également sur un accroissement de la demande mondiale pour les produits de base tels que les métaux et le charbon et sur le développement de réserves de gaz naturel de la province. De façon générale, les perspectives de croissance à l'égard de la C.-B. pour 2010 se chiffrent à un robuste 3,2 %, soit le taux le plus élevé parmi les provinces, après la Saskatchewan, pour ensuite s'accroître légèrement à 3,4 % en 2011.

Alberta – Il faudra s'armer de patience

La bonne nouvelle : l'Alberta devrait entrer en phase de reprise en 2010. La mauvaise ? Comme cette reprise tarde à se manifester, comparativement à plusieurs autres provinces du pays, elle sera plutôt modeste au début. En Alberta, la récession de 2009 s'est avérée beaucoup plus sévère et étendue que ce qui avait été envisagé initialement. La diminution brutale des dépenses en capital des entreprises au sein du secteur énergétique, causée par le repli marqué sur le marché du pétrole et du gaz (après le sommet du milieu de 2008), a non seulement engendré des conséquences directes sur l'économie, mais a également exercé de fortes pressions à la baisse sur d'autres secteurs. Le marché du travail albertain a connu un recul substantiel en 2009, lequel s'est traduit par le premier sommet du taux de chômage en treize ans, à l'automne. Ce repli a eu une incidence négative sur les dépenses de consommation et, particulièrement au début de l'année, sur la demande de maisons neuves. Même si le marché des sables bitumineux (grâce à une remontée du prix du pétrole) et le marché du logement (grâce aux taux hypothécaires planchers) donnent des signes de reprise, il n'y a aucune preuve tangible de reprise réelle sur le marché du travail, ni des dépenses de consommation en date de la fin de 2009.

Comme nous nous attendions à ce que l'Alberta connaisse un redressement économique plus robuste à ce stade-ci, nous avons révisé nos perspectives du PIB réel pour 2009 à la baisse, soit de -2,8 % (dans les *Perspectives* de septembre) à -3,4 %. Ce repli représente la plus forte contraction parmi les provinces, après Terre-Neuve-et-Labrador. Par ailleurs, cette faiblesse (plus grande que prévu) de l'élan signifie également que l'économie albertaine connaîtra un début d'année de peu d'envergure, lequel mettra un frein sur l'ensemble de la cr-



oissance en 2010. Conséquemment, nous avons révisé aussi à la baisse nos perspectives de croissance pour 2010, soit de 3,0 % à 2,4 %, soit légèrement sous la moyenne nationale.

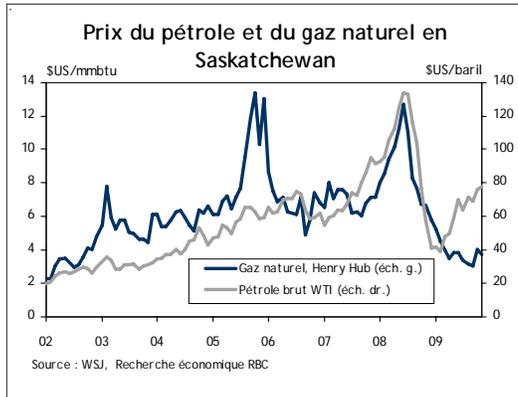
Malgré tout, une reprise se profile lentement, mais sûrement à l'horizon. Les principaux acteurs du marché des sables bitumineux ont annoncé leurs intentions d'accroître les dépenses aux fins de nouveaux projets au cours de la prochaine année. Il semblerait que l'activité de forage ait atteint son creux en 2009. Les perspectives du NYMEX visant le prix du gaz naturel en 2010 se chiffrent à 6 \$ US le million de BTU (depuis leur creux de sept ans de 4 \$ US le million de BTU), ce secteur dispose donc d'une modeste marge de manœuvre au chapitre de l'appréciation. Comme l'activité de revente s'est sensiblement rétablie et que la précédente surabondance de maisons invendues a diminué, nous nous attendons à ce que les investissements dans la construction résidentielle partent à la hausse. Nous prévoyons une augmentation des mises en chantier en 2010, soit de 18 900 unités en 2009 (plus bas niveau en treize ans) à 28 500 unités en 2010. Parallèlement au redressement de l'économie, le marché du travail devrait également reprendre du mieux pour augmenter de 1,2 %, après avoir connu un recul similaire en 2009.

Même si l'Alberta ne se trouve pas nécessairement aux premières loges de la reprise, nous nous attendons à un redressement de plus en plus rapide de son économie au cours de 2010, qui se transformera en un véritable envol en 2011, année où la croissance est prévue de se chiffrer à un solide 4,4 %.

Saskatchewan – De retour en tête en 2010

En raison du marasme persistant au sein de nombreux secteurs des ressources naturelles, nous avons, une fois de plus, révisé à la baisse nos perspectives de croissance à l'égard de la Saskatchewan pour l'année 2009 à -1,6 %, contre nos prévisions de -1,3 % publiées en septembre. La chute vertigineuse du secteur de production de potasse, lequel présentait un repli non négligeable de 61 % en août, par rapport à l'an dernier, ne connaît aucun répit. La récente flambée des prix a entraîné une baisse marquée de l'utilisation de l'engrais à l'échelle mondiale et, de ce fait, en a freiné sensiblement la demande. Le rendement des activités de forage pétrolier et gazier de la province en septembre, en chute également de 61 %, s'est avéré tout aussi décevant. Ce repli s'explique par une conjoncture défavorable au gaz naturel : faiblesse de la demande, abondance de l'approvisionnement pétrolier aux É.-U., gonflement des stocks et, jusqu'à tout récemment, faiblesse des cours. Plus tôt cette année, nous tablions sur les investissements des entreprises pour soutenir la croissance de la province en territoire positif en 2009. Toutefois, le recul inattendu des cours de certaines marchandises clés a nui à cet appui escompté. La faible augmentation de la récolte des céréales en 2009, attribuable à une amélioration inattendue des conditions météorologiques à un moment critique à l'automne, vient partiellement compenser l'incidence négative de ces facteurs. En dépit d'une baisse de 1 % des six principales cultures comparativement aux récoltes de 2008, il s'agit d'une nette amélioration par rapport aux prévisions d'environ 15 % au moment de la publication en septembre.

Heureusement, les principales entraves à la croissance sont censées connaître un redressement en 2010, en grande partie grâce à l'accélération continue de la



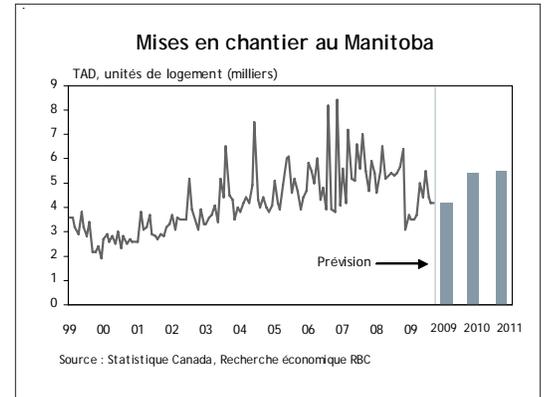
croissance mondiale. Même si d'un point de vue historique la reprise mondiale devrait s'avérer modeste, celle-ci sera néanmoins suffisante pour stimuler la demande et entraîner l'augmentation des prix des marchandises clés, telles que la potasse et le gaz naturel. Elle devrait également catalyser quelque peu les dépenses en immobilisations en Saskatchewan, notamment pour des projets tels que le développement des activités minières de Potash Corporation à Rocanville. La reprise des activités économiques à l'échelle mondiale devrait également s'avérer salutaire pour le prix des céréales. Il demeure néanmoins que le principal facteur sous-tendant l'augmentation escomptée du volume de la production agricole en 2010 sera vraisemblablement le retour à la normale des conditions météorologiques au début de la saison. Les incitatifs budgétaires, soit les dépenses en infrastructure, continueront à soutenir la croissance en 2010, mais seront progressivement retirés en 2011.

Nous prévoyons une croissance de l'économie en Saskatchewan de 3,9 % en 2010, puis de 4,6 % en 2011. Une telle croissance redonnera à la province le statut de chef de file de la croissance qu'elle a vraisemblablement cédé au Manitoba en 2009.

Manitoba – Persévérance

Depuis notre publication de septembre, le Manitoba a connu son lot de bonnes et de mauvaises nouvelles. D'abord, les prévisions de novembre de Statistique Canada à l'égard de récoltes de 2009 ont été sensiblement révisées à la hausse par rapport à celles de juillet. Même si les estimations de la chute de production de blé se chiffrent toujours à près de 7 % par rapport à 2008, le canola a fait l'objet d'estimations à la hausse de près de 10 %, ce qui représente une nette amélioration, si l'on considère qu'en juillet, le marché tablait sur une baisse de 16 % pour ces deux récoltes. Ces révisions à la hausse sont tributaires des conditions météorologiques favorables observées vers la fin de la saison agricole et témoignent de la croissance des rentrées agricoles de 0,8 %, telle que prévue en juin par Statistique Canada. En revanche, le secteur manufacturier, en chute de 17 % (selon les données de ventes), a ralenti considérablement au troisième trimestre, comparativement à son niveau de l'an dernier. Ce repli a commencé au premier semestre de l'année, moment où le secteur a connu une légère baisse de 6 %, laquelle représente malgré tout un rendement quelque peu supérieur à celui de l'activité manufacturière nationale (laquelle n'a cessé de reculer au troisième trimestre en chutant de 19 % après avoir perdu 20 % au premier semestre de l'année). La faiblesse dans la fabrication de machinerie explique en grande partie le recul du secteur manufacturier manitobain.

La majorité des indicateurs laissent toutefois entendre que la province a connu le pire de la crise. Par exemple, après avoir atteint un creux au premier trimestre, les mises en chantier de la province sont reparties à la hausse. De même, la croissance annuelle des ventes au détail, exception faite des stations-service en proie à la volatilité, est retournée en territoire positif au troisième trimestre, après avoir reculé de 2,8 % au premier trimestre. Cette reprise a été soutenue par le rendement annuel relativement solide du marché du travail manitobain. Tout au long de 2009, le niveau de l'emploi de la province a observé une tendance haussière constante, mais modeste, en augmentant en moyenne de 0,2 % au cours des trois premiers trimestres. Le Manitoba figure parmi les trois seules provinces censées afficher une croissance au chapitre de l'emploi en 2009.

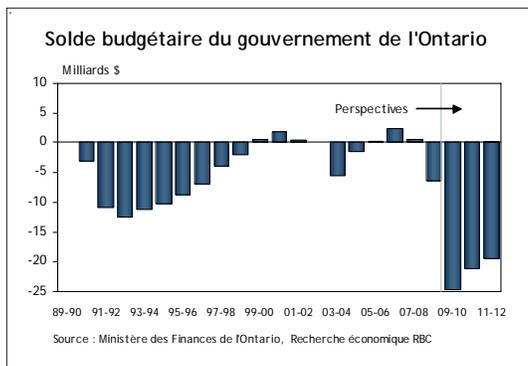
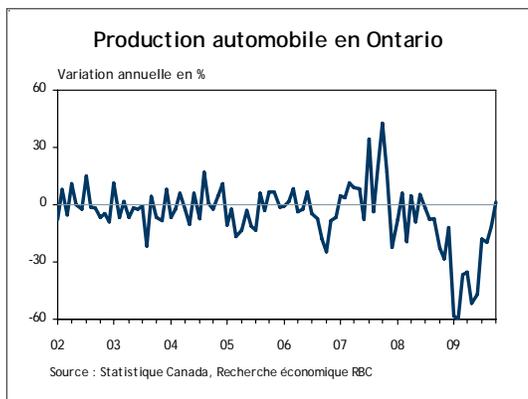


De façon générale, les facteurs économiques positifs devraient annuler le récent repli du secteur manufacturier et générer une croissance positive de 0,2 % pour le Manitoba en 2009, la seule province qui est parvenue à relever un tel exploit. En 2010, cette conjoncture favorable sera solidifiée davantage par la vigueur des reprises des économies canadienne et, plus important encore, américaine. Une telle situation entraînera une augmentation de la demande envers les biens de la province, comme l'électricité, l'équipement aérospatial et les autobus urbains, ainsi qu'une augmentation des prix sur le marché des ressources naturelles. L'annonce de HudBay en octobre de la reprise immédiate de l'exploitation de sa mine de zinc Chisel North, laquelle est censée être complète au deuxième trimestre de 2010, nous permet d'ores et déjà de relever nos perspectives à l'égard du secteur des ressources naturelles. Cette annonce en suivait une autre portant sur l'exploration et la mise en valeur du gisement au lac Lalor. Les dépenses en immobilisations de la province seront une fois de plus bonifiées par les développements du projet Wuskwatim d'Hydro-Manitoba, d'une valeur de 1,3 milliard de dollars. La fin du projet est prévue pour 2011. Les marchés intérieurs et extérieurs contribuant tous deux positivement à la croissance, nous tablons sur une augmentation de la croissance de la province à 3,0 % pour 2010 et à 4,0 % pour 2011.

Ontario – Dans l'attente des beaux jours

Un seul avantage ressort d'une récession aussi sévère : les choses ne peuvent que s'améliorer ! Après l'*annus horribilis* qu'aura traversé l'Ontario en 2009, cette province n'a d'autre choix que d'adopter une telle philosophie relativement à son avenir économique en 2010. Ainsi, on s'attend effectivement à un retour de la croissance dans la province, notamment en raison de la reprise de la demande aux É.-U. et des politiques budgétaires et monétaires qui n'ont rien perdu de leur caractère stimulant. Or, l'intensité des activités de restructuration, en particulier dans le secteur très éprouvé de la production manufacturière, est susceptible de freiner le rythme de la reprise, du moins au début. Au chapitre de l'emploi, les gains seront également modestes. En effet, les entreprises seront plutôt portées à se tourner vers leurs effectifs avant d'embaucher de nouvelles ressources. Pour 2010, nous envisageons une croissance du PIB réel et de l'emploi en Ontario de 2,4 % et 1,1 % respectivement, données (dans les deux cas) légèrement en deçà de la moyenne nationale. En ce qui a trait à l'emploi, les gains envisagés n'arriveront pas à compenser les pertes considérables (245 000) de la récession, avant que 2011 soit bien entamée.

L'économie ontarienne commence malgré tout à donner des signes de redressement. Après avoir frôlé la mort au premier semestre de 2009, l'incontournable secteur de l'automobile est revenu à la vie depuis l'été – notamment en raison du programme de « prime à la casse » des É.-U. qui a temporairement dopé les ventes de voitures chez nos voisins du Sud. Et même si ce secteur est toujours en proie à de nombreux obstacles, nous nous attendons à ce qu'il continue de se relever l'an prochain. Au cours des derniers mois, nous avons constaté des signes de reprise dans le secteur du logement, plus particulièrement sur le marché de la revente, lequel affiche de nouveau des niveaux d'activité record et, dans une moindre mesure, dans le secteur de la construction domiciliaire. Après leur chute vers la fin de 2008, les ventes au détail sont reparties à la hausse au printemps, sous l'effet de la remontée des ventes de voitures. Le fait que le taux



de chômage ne soit plus en progression (il a même ralenti depuis le milieu de l'été, mais il se trouve toujours à des niveaux élevés) nous porte à affirmer que la dégradation du marché du travail semble se stabiliser. Et finalement, nous assistons à une remontée considérable de la construction non résidentielle, parallèlement à l'augmentation des dépenses en infrastructures. Ces dépenses sont censées atteindre un sommet en 2010.

Ces mesures de relance budgétaire viennent toutefois avec un prix : le retour du déficit public. Le déficit du gouvernement ontarien pour l'exercice 2009-2010 a été établi à 24,7 milliards de dollars, du jamais vu dans la province. Or, comme les manques à gagner pour les deux prochaines années ont également été révisés à la hausse (21 milliards de dollars et 19 milliards de dollars respectivement), l'équilibre entre les comptes sera d'autant plus difficile à atteindre au cours des cinq à six prochaines années et demandera vraisemblablement de procéder à des compressions budgétaires une fois que l'économie reviendra sur la bonne voie. Les avantages inhérents à l'adoption de la taxe de vente harmonisée (TVH), prévue pour le 1er juillet 2010, viendront partiellement compenser les incidences négatives à moyen terme. Or, même si l'application de la TVH se traduira par l'imposition de produits et services qui n'y sont pas assujettis à l'heure actuelle, cette transition à un nouveau régime fiscal à valeur ajoutée en augmentera l'efficacité économique et accroîtra la compétitivité des entreprises de la province en diminuant les coûts associés à la conduite de leurs affaires.

Québec – Reconnaître le bon moment

Au Québec, comparativement bien d'autres provinces, la récession a frappé plus tard et avec moins de force, situation en grande partie attribuable à des facteurs comme l'adoption rapide de programmes d'investissement en infrastructures qui ont contrecarré les effets de la crise. Malheureusement, le retard de la province à l'égard de la récession risque de se reproduire au moment de la reprise en 2010. Alors que les secteurs fortement éprouvés des autres provinces (p. ex., les investissements dans les projets de sables bitumineux en Alberta et la production automobile en Ontario) offrent déjà des signes de redressement, ou à tout le moins de rebond depuis leur creux, la récession exerce toujours des pressions à la baisse sur des secteurs industriels clés au Québec. L'industrie aérospatiale en est un exemple éloquent. Même si pendant une bonne partie de 2009, ce secteur est parvenu à braver la crise, la baisse considérable des commandes d'aéronefs survenue récemment nuira sans conteste à son taux de production (et entraînera de nombreuses mises à pied) ainsi qu'aux exportations de la province pour la période à venir. La construction résidentielle représente un autre secteur qui s'est tiré assez bien d'affaire au début de 2009. Or, celle-ci tarde toujours à connaître une reprise soutenue, ce qui tranche avec la reprise en « V » des mises en chantier dans d'autres provinces telles que la Colombie-Britannique et l'Alberta.

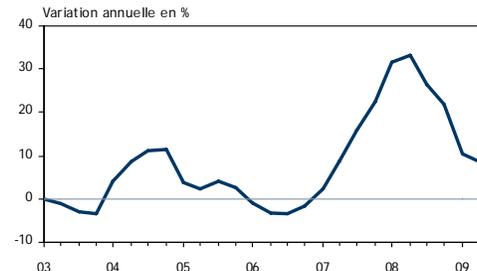
Conséquemment, même si l'économie québécoise est censée bénéficier de la reprise nationale et amorcer l'année 2010 en expansion, l'élan dont elle fera preuve par la suite risque de s'avérer plutôt faible. Plus 2010 avancera, plus les vents contraires du retrait des programmes de dépenses en infrastructures souffleront sur la province. L'ampleur des immobilisations pour les routes, les transports en commun, les écoles, les hôpitaux, les infrastructures municipales et autres services publics restera à des niveaux record en 2010. Toutefois, le Plan

PIB réel du secteur aérospatial du Québec



Source : Institut de la statistique du Québec, Recherche économique RBC

Dépenses publiques en infrastructures non-résidentielles au Québec



Source : Institut de la statistique du Québec, Recherche économique RBC

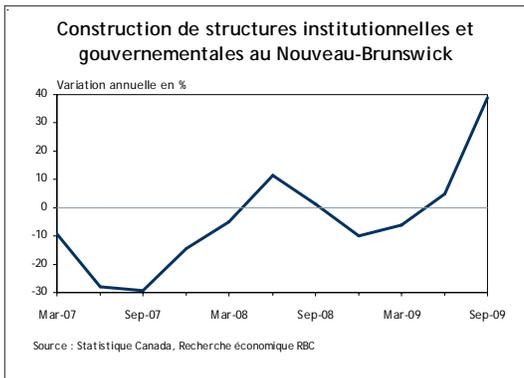
québécois des infrastructures présenté en janvier dernier, lequel s'échelonna sur cinq ans, a prévu à son budget un retranchement des dépenses en capital de plus de 5 % en 2010-2011, dépenses qui ont affiché un croissance surpassant les 8 % en 2009-2010. Ainsi, la protection assurée par ce plan contre la récession de 2009 commencera à diminuer dès l'an prochain. Les dépenses en capital des entreprises, qui ont chuté fortement en 2009, devraient reprendre parallèlement au redressement des entreprises, à l'augmentation de la capacité de financement et à la reprise de projets de grande envergure au sein des secteurs énergétique, minier et métallurgique.

Dans un tel contexte, nous prévoyons une croissance du PIB réel québécois de 2,2 % pour 2010 (inchangée depuis nos *Perspectives* de septembre). Il s'agit d'un des plus faibles taux, toutes provinces confondues. Cette faible croissance fait toutefois suite à un rendement inattendu dégagé en 2009, alors que le recul prévu se situe à 1,6 % (révisé à la hausse depuis -1,9 %), comparativement à une contraction de 2,5 % envisagée pour le Canada. La prise de vigueur de la reprise tout au long de l'an prochain devrait exercer des pressions à la hausse sur le taux de croissance de la province pour 2011 (que nous avons fixé à 3,7 %, soit le meilleur rendement depuis 2000).

Nouveau-Brunswick— Plans de relance audacieux pour un soutien tout indiqué

Aux prises avec la crise économique mondiale qui ravage ses activités économiques externes, le gouvernement du Nouveau-Brunswick a décidé d'intervenir et d'instaurer un programme d'investissements massifs dans les infrastructures (dont la valeur vient d'être augmentée à 1,6 milliard de dollars sur deux ans), ainsi qu'une réforme de l'impôt sur le revenu (laquelle se traduira par un allègement fiscal de 400 millions de dollars) afin de soutenir son économie intérieure. Cette intervention d'envergure a grandement contrecarré le ralentissement économique de 2009 en stimulant l'investissement en construction non résidentielle et en faisant du Nouveau-Brunswick une des trois seules provinces à connaître une croissance au chapitre de l'emploi. Ces facteurs positifs n'arriveront cependant pas à contrer les conséquences dévastatrices de la faible demande en Amérique du Nord et du fléchissement des prix des marchandises sur le secteur manufacturier et les exportations au Nouveau-Brunswick (les livraisons manufacturières et les exportations ont toutes deux chuté de 27 % depuis le début de l'année jusqu'en septembre). Ainsi, nous prévoyons un recul du PIB réel pour 2009 de 0,3 %. Il s'agit d'une légère amélioration par rapport au repli prévu de 0,8 % annoncé dans les *Perspectives* de septembre.

Les interventions gouvernementales auront un apport considérable sur le plan de l'économie en 2010, mais elles viseront alors la génération d'une croissance provinciale globale. Le budget 2010 publié récemment fait état d'une allocation de 896 millions de dollars aux fins de projets d'investissement pour 2010-2011, ce qui représente une augmentation de 34 %, laquelle compensera grandement le vide laissé dans le secteur des dépenses en capital des entreprises par l'achèvement de projets d'envergure tels que l'usine de Canaport LNG. Janvier sera marqué par une réduction de l'impôt provincial de 258 millions de dollars. Cette réduction ainsi que l'amélioration grandissante du marché du travail devraient stimuler les dépenses de consommation et soutenir la demande de loge-



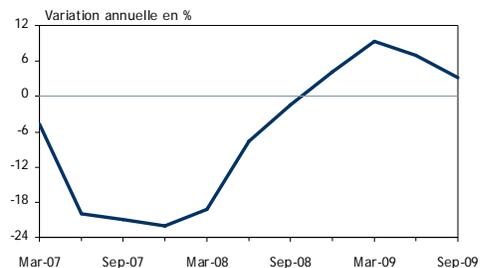
ments. La table semble mise pour la reprise de l'expansion économique au Nouveau-Brunswick : la reprise s'instaure aux États-Unis et les cours des marchandises continueront de s'inscrire dans une tendance haussière en 2010, ce qui profite aux perspectives d'exportations de la province. Les prévisions de croissance à l'égard du PIB réel pour 2010 se chiffrent à 2,9 % (soit une hausse depuis les perspectives de 2,7 % annoncées précédemment), soit un niveau légèrement supérieur à la moyenne nationale de 2,6 %. La croissance devrait s'accroître davantage en 2011 pour s'établir à 3,7 %.

Nouvelle-Écosse – Garder le cap

Les contrechocs de la récession sur l'économie mondiale se sont répercutés sur les affaires économiques externes de la Nouvelle-Écosse. Toutefois, le rendement inespéré de l'économie intérieure a permis à la province d'affronter les turbulences de 2009. Conséquemment, depuis nos Perspectives publiées en septembre, nous avons révisé à la hausse nos perspectives de croissance à l'égard de la province maritime la plus peuplée pour 2009 et 2010, les faisant passer de -0,4 % et 2,6 % à 0,0 % et 2,8 %, respectivement. Le rendement du marché du travail témoigne de la résistance qu'a manifestée l'économie dans son ensemble. Le taux de chômage en Nouvelle-Écosse est demeuré plutôt inchangé depuis 2008, car les pertes d'emploi du secteur manufacturier ont été entièrement neutralisées par la création d'emplois au sein du secteur tertiaire et de l'administration publique. Une telle tenue relative s'est avérée un facteur non négligeable dans le ralentissement de la chute des dépenses de consommation et des investissements résidentiels de la province, qui ont tous deux beaucoup moins reculé que le reste du pays en 2009. Les investissements en construction non résidentielle ont crû de façon considérable en 2009, grâce aux dépenses gouvernementales dans les infrastructures qui se sont chiffrées à 800 millions de dollars et à la poursuite des développements de la plate-forme de forage en mer Deep Panuke d'Encana. Toutefois, le climat économique au-delà des frontières de la Nouvelle-Écosse n'a rien de paisible. En effet, la faible demande pour les ressources naturelles de la province et ses produits manufacturés, de même que le fléchissement des cours des marchandises ont été grandement préjudiciables aux exportations.

Les perspectives globales à l'égard de la province sont néanmoins encourageantes pour 2010. Au chapitre des affaires extérieures, le redressement de l'économie américaine devrait apporter aux principales exportations néo-écossaises le soutien qui leur manque cruellement à l'heure actuelle. Un tel contexte est susceptible d'entraîner une augmentation de production au sein du secteur énergétique, voire le retour en force du durement touché secteur forestier. En matière d'économie intérieure, la résistance dont a fait preuve le marché du travail en 2009 devrait se traduire par une véritable création d'emplois en 2010, laquelle est censée stimuler les dépenses de consommation et l'activité sur le marché du logement. Or, même les dépenses en infrastructures sans cesse engagées par l'État et les investissements en construction non résidentielle n'empêcheront le repli considérable qu'entraînera l'achèvement du projet Deep Panuke au cours de 2010. Le ralentissement des projets d'immobilisation se fera inévitablement sentir jusqu'à ce que de nouvelles propositions, telles que l'usine pétrochimique Keltic et de gaz naturel liquéfié Maple prennent forme. En 2011, le rythme de croissance est prévu s'activer davantage pour atteindre 3,8 %.

Construction non-résidentielle en Nouvelle-Écosse

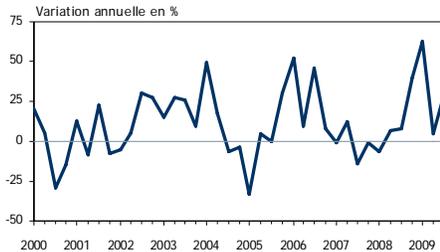


Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Île-du-Prince-Édouard – Au-delà des homards et des pignons verts

L'Île-du-Prince-Édouard a opposé une résistance à la crise économique beaucoup plus forte que le reste du pays. Malgré ces efforts, nous nous attendons quand même à ce que la province connaisse un faible recul de son PIB réel de -0,1 % en 2009 (perspectives inchangées depuis notre publication de septembre). La récession mondiale a freiné la demande à l'égard des importants secteurs économiques insulaires du tourisme et des fruits de mer. Alors que le premier a vu ses données de chambre-nuit chuter de 4,4 % (depuis le début de l'année jusqu'en octobre), le deuxième doit composer avec des cours si bas, que malgré un nombre de prises de homards record et une hausse du rendement pour l'ensemble du secteur de la pêche, la valeur totale des prises en 2009 se trouve 25 % en deçà de celle de 2008. Heureusement, ce repli a été presque entièrement contrecarré par l'essor considérable des secteurs des technologies émergentes de la province, en particulier la fabrication de pièces d'aéronefs et les sciences biologiques. La forte demande pour les produits à base de pomme de terre, dont témoigne la croissance des rentrées agricoles de 25 % au premier semestre de 2009, a également soutenu l'économie. Le redressement de ces deux secteurs a si bien compensé la chute vertigineuse des exportations de fruits de mer (sur une base nominale) que l'Île-du-Prince-Édouard représente l'unique province à afficher une croissance (0,4 %) en matière d'exportations de marchandises lors des neuf premiers mois de 2009.

Ventes des fabricants de matériel de transport à l'Île-du-Prince-Édouard



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Grâce à l'apport non négligeable du gouvernement provincial – il a effectivement alloué 133 millions de dollars aux fins de projets d'immobilisations et de développement du secteur technologique –, les investissements non résidentiels conserveront leur vitesse de croisière en 2010. En outre, la remontée du secteur aérospatial et des sciences biologiques devrait porter la croissance de l'emploi de la province à 2,1 %, soit la première place au pays. Un tel redressement est censé stimuler les dépenses de consommation et les investissements en construction résidentielle. Au chapitre des affaires économiques externes, nous nous attendons à ce que l'amélioration des conditions économiques mondiales profite aux exportations de fruits de mer et au tourisme, en plus de soutenir une croissance modeste de l'économie prince-édouardienne, soit 2,2 % pour 2010 (légèrement révisée à la hausse depuis septembre) et 3,4 % pour 2011.

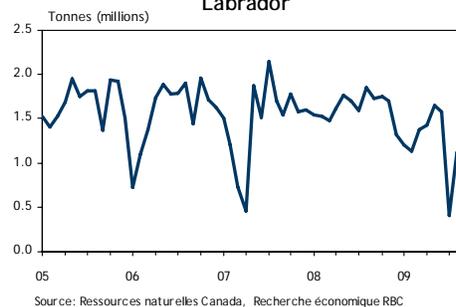
Terre-Neuve-et-Labrador – La croissance par le secteur minier

Après un repli des plus impressionnants de son secteur des ressources en 2009, la province Terre-Neuve-et-Labrador est prête à renouer avec la croissance en 2010. La production de pétrole brut et l'exploitation minière, en baisse considérable au cours de la dernière année, sont censées se redresser de façon impressionnante. Un raffermissement attendu de la demande mondiale pour le minerai de fer et le règlement éventuel d'un conflit de travail à la mine de nickel Voisey's Bay mèneront à une hausse de la production minière. En outre, la prochaine mise en service du champ de pétrole North Amethyst, une extension de White Rose, contribuera temporairement à l'augmentation de la production de pétrole exploité en mer. Un tel revirement positif au sein d'un secteur qui représente environ 30 % du PIB réel de la province s'avérera une fois de plus le pilier de la croissance globale en 2010 ; sa contribution à la production se chiffrera en effet

à plus de un point de pourcentage. Nous nous attendons à une croissance du PIB réel de 2,4 %, soit une hausse par rapport à nos Perspectives de 2,0 % en septembre, et de 1,5 % pour 2011. En 2009, le ralentissement qui a touché l'extraction minière et la production de pétrole et de gaz naturel pourrait sensiblement se traduire par un retrait de 6 points de pourcentage à la croissance du PIB réel. Celle-ci a, par ailleurs, été révisée à la baisse (-4,5 %) de façon à faire état des fermetures des sociétés minières plus longues que prévu.

Les autres secteurs de l'économie (les 70 % restants) sont censés inscrire des rendements relativement satisfaisants en 2010. Les dépenses en immobilisations, fortement à la hausse en 2009, continueront à stimuler l'activité économique, en dépit de l'achèvement de l'expansion de White Rose par North Amethyst pendant l'année qui ne sera pas sans causer un certain ralentissement. Les développements de l'usine de traitement de nickel de Vale à Long Harbour se poursuivront, comme plusieurs autres projets d'infrastructures qui s'inscrivent dans le cadre du dynamique plan d'infrastructure du gouvernement provincial : 800 millions de dollars en 2009-2010 et 800 millions de dollars en 2010-2011. Le marché du travail de la province, où sont survenues des pertes d'emplois considérables en 2009, partiellement en raison de fermetures d'usines manufacturières, devrait repartir à la hausse parallèlement à la concrétisation de la reprise. Les perspectives d'emploi encourageantes et le maintien des taux d'intérêt à de bas niveaux devraient soutenir la croissance des dépenses de consommation. À cet égard, nous nous attendons à une hausse des ventes au détail de 4,2 % en 2010 (en regard d'un respectable 2,0 % en 2009). Il s'agit de l'unique hausse au Canada, toutes provinces confondues. L'arrivée imminente de mégaprojets dans le secteur énergétique (notamment le projet de forage pétrolier en mer Hebron), qui promet toujours d'intéressantes occasions économiques à moyen terme, laisse présager le maintien de la tendance haussière relativement aux mouvements de population, ce qui devrait soutenir la demande de logements dans la province. Nous nous attendons à ce que les mises en chantier demeurent à des niveaux historiquement élevés, soit 3 000 unités de logements en 2010, même s'il s'agit d'une croissance nulle depuis 2009. Les mises en chantier ont atteint un sommet inégalé depuis trente ans en 2008, puis ont légèrement chuté en 2009, ce qui tranche nettement avec les replis importants de la plupart des autres provinces.

Production de minerai de fer à Terre-Neuve et Labrador



Prévisions détaillées

Variation annuelle en % sauf indication contraire

	PIB réel				Emploi				Taux de chômage				Mises en chantier				Ventes au détail				IPC			
	08	09	10	11	08	09	10	11	%				Milliers				08	09	10	11	08	09	10	11
T.-N. & L.	0,5	-4,5	2,4	1,5	1,5	-2,5	0,6	1,8	13,2	15,5	15,7	14,9	3,2	3,0	3,0	3,1	7,6	2,0	4,2	5,4	2,9	0,4	1,8	2,3
Î.-P.-É.	0,5	-0,1	2,2	3,4	1,3	-1,3	2,1	1,2	10,7	12,2	12,0	11,7	0,7	0,7	0,8	0,8	5,6	-0,7	3,7	4,4	3,4	0,0	2,2	2,4
N.-É.	2,2	0,0	2,8	3,8	1,2	0,0	1,3	2,0	7,7	9,2	9,4	8,8	4,3	3,6	4,1	4,1	4,2	-0,3	4,4	4,9	3,0	0,0	2,1	2,4
N.-B.	0,0	-0,3	2,9	3,7	0,9	0,1	1,3	1,5	8,6	8,9	8,9	8,5	4,2	3,6	3,7	3,5	5,9	-0,4	3,7	4,1	1,7	0,3	2,0	2,3
QUÉ.	1,0	-1,6	2,2	3,7	0,8	-1,0	1,1	2,2	7,2	8,5	8,8	8,1	47,9	41,5	42,0	44,0	5,1	-0,9	4,3	5,1	2,1	0,6	1,6	2,2
ONT.	-0,5	-3,2	2,4	4,0	1,4	-2,4	1,1	2,5	6,5	9,1	9,7	8,5	75,6	50,0	65,0	68,0	3,5	-2,7	3,8	5,6	2,3	0,3	1,3	2,1
MAN.	2,0	0,2	3,0	4,0	1,7	0,2	1,4	2,2	4,1	5,2	5,5	4,9	5,6	4,2	5,4	5,5	7,2	-1,3	5,1	5,8	2,2	0,7	1,8	2,3
SASK.	4,2	-1,6	3,9	4,6	2,2	1,5	1,2	2,7	4,1	4,8	5,1	4,5	6,8	3,5	4,1	4,4	10,6	-2,3	5,5	6,1	3,2	1,3	2,3	2,9
ALB.	0,0	-3,4	2,4	4,4	2,7	-1,2	1,2	3,1	3,6	6,6	6,9	5,9	29,0	18,9	28,5	30,5	-0,1	-8,5	4,9	7,0	3,2	-0,2	1,3	2,0
C.-B.	0,0	-2,6	3,2	3,4	2,1	-2,4	2,1	1,7	4,6	7,6	7,5	6,9	34,3	15,6	24,5	27,5	0,3	-5,8	5,7	4,6	2,1	0,1	1,2	2,0
CANADA	0,4	-2,5	2,6	3,9	1,5	-1,5	1,3	2,3	6,2	8,3	8,7	7,8	211	144	181	191	3,4	-3,3	4,4	5,5	2,4	0,3	1,5	2,2

Tableau comparatif

2008, sauf indication contraire

	<u>T.-N. & L.</u>	<u>Î.-P.-É.</u>	<u>N.-É.</u>	<u>N.-B.</u>	<u>QUÉ.</u>	<u>ONT.</u>	<u>MAN.</u>	<u>SASK.</u>	<u>ALB.</u>	<u>C.-B.</u>
Population (milliers)	506	139	937	747	7 753	12 936	1 206	1 014	3 596	4 384
Produit intérieur brut (milliards \$)	31,3	4,6	34,2	27,4	302,2	587,8	50,8	63,5	291,3	197,9
PIB réel (en milliards de \$ 2002)	20,0	4,1	29,2	23,4	269,7	532,2	42,4	41,6	185,8	164,5
Part du PIB réel canadien (%)	1,5	0,3	2,2	1,8	20,4	40,3	3,2	3,1	14,1	12,5
Croissance PIB réel (TAC, cinq dernières années 03-08, %)	2,8	1,9	1,2	1,4	2,0	1,9	2,7	3,0	3,6	3,1
PIB réel par habitant (\$)	39 398	29 745	31 193	31 254	34 780	41 141	35 160	41 024	51 665	37 529
Croissance PIB réel par habitant (TAC, cinq dernières années 03-08, %)	3,2	1,6	1,3	1,5	1,3	0,8	2,0	2,6	1,1	1,8
Revenu personnel disponible par habitant (\$)	24 804	23 169	25 510	25 087	25 504	28 774	26 360	28 782	36 896	28 368
Croissance de l'emploi (TAC, cinq dernières années 03-08, %)	0,7	1,2	1,0	1,3	1,4	1,5	1,2	1,5	3,2	2,8
Taux d'emploi (novembre, 2009 %)	50,0	61,0	58,8	59,1	59,5	61,0	65,6	66,3	68,5	60,7
Indice d'inconfort (inflation + chômage, octobre 2009)	16,6	11,2	8,9	9,0	9,0	9,5	5,9	5,6	7,6	7,7
Production manufacturière (% du PIB réel)	4,6	9,5	9,6	11,2	17,6	17,0	12,2	7,8	8,9	9,4
Dépenses individ. des biens et services (% du PIB réel)	54,7	71,4	71,8	69,0	64,1	60,1	64,5	58,6	53,2	69,5
Exportations (% du PIB réel)	37,8	29,7	23,4	41,5	33,6	42,5	32,3	37,6	36,9	26,8

Source: Statistique Canada, Recherche économique RBC

Colombie-Britannique

		<u>2004</u>	<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>	<u>2011</u>
PIB réel	2002 millions de dollars	146 541	153 489	159 916	164 519	164 520	160 325	165 519	171 147
	évolution (%)	3,6	4,7	4,2	2,9	0,0	-2,6	3,2	3,4
Nombre d'emplois	en milliers	2 063	2 131	2 195	2 266	2 314	2 259	2 307	2 347
	évolution (%)	2,4	3,3	3,0	3,2	2,1	-2,4	2,1	1,7
Taux de chômage	(%)	7,2	5,9	4,8	4,2	4,6	7,6	7,5	6,9
Ventes au détail	en millions de dollars	47 217	49 286	52 837	56 365	56 562	53 304	56 342	58 916
	évolution (%)	6,3	4,4	7,2	6,7	0,3	-5,8	5,7	4,6
Mises en chantier	unités	32 925	34 667	36 443	39 195	34 250	15 600	24 500	27 500
	évolution (%)	25,8	5,3	5,1	7,6	-12,6	-54,5	57,1	12,2
Indice des prix à la consommation	2002=100	104,2	106,3	108,1	110,0	112,3	112,4	113,8	116,1
	évolution (%)	2,0	2,0	1,7	1,7	2,1	0,1	1,2	2,0

Alberta

		<u>2004</u>	<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>	<u>2011</u>
PIB réel	2002 millions de dollars	163 564	170 872	181 418	185 870	185 780	179 463	183 842	191 931
	évolution (%)	5,3	4,5	6,2	2,5	0,0	-3,4	2,4	4,4
Nombre d'emplois	en milliers	1 757	1 784	1 871	1 959	2 013	1 989	2 013	2 076
	évolution (%)	2,4	1,5	4,8	4,7	2,7	-1,2	1,2	3,1
Taux de chômage	(%)	4,6	3,9	3,4	3,5	3,6	6,6	6,9	5,9
Ventes au détail	en millions de dollars	43 372	48 493	55 942	61 160	61 069	55 860	58 610	62 684
	évolution (%)	10,3	11,8	15,4	9,3	-0,1	-8,5	4,9	7,0
Mises en chantier	unités	36 270	40 847	48 962	48 336	28 967	18 900	28 500	30 500
	évolution (%)	0,3	12,6	19,9	-1,3	-40,1	-34,8	50,8	7,0
Indice des prix à la consommation	2002=100	105,9	108,1	112,3	117,9	121,6	121,4	122,9	125,4
	évolution (%)	1,4	2,1	3,9	4,9	3,2	-0,2	1,3	2,0

Saskatchewan

		<u>2004</u>	<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>	<u>2011</u>
PIB réel	2002 millions de dollars	37 741	38 904	38 520	39 896	41 583	40 918	42 513	44 448
	évolution (%)	5,1	3,1	-1,0	3,6	4,2	-1,6	3,9	4,6
Nombre d'emplois	en milliers	480	483	492	502	513	521	527	541
	évolution (%)	0,8	0,8	1,7	2,1	2,2	1,5	1,2	2,7
Taux de chômage	(%)	5,3	5,1	4,7	4,2	4,1	4,8	5,1	4,5
Ventes au détail	en millions de dollars	10 259	10 796	11 495	12 984	14 360	14 031	14 802	15 700
	évolution (%)	4,1	5,2	6,5	13,0	10,6	-2,3	5,5	6,1
Mises en chantier	unités	3 781	3 437	3 715	6 007	6 792	3 500	4 100	4 400
	évolution (%)	14,1	-9,1	8,1	61,7	13,1	-48,5	17,1	7,3
Indice des prix à la consommation	2002=100	104,6	106,9	109,1	112,2	115,9	117,3	120,0	123,5
	évolution (%)	2,2	2,2	2,0	2,9	3,2	1,3	2,3	2,9

Manitoba

		<u>2004</u>	<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>	<u>2011</u>
PIB réel	2002 millions de dollars	37 861	38 860	40 158	41 593	42 407	42 492	43 745	45 473
	évolution (%)	2,2	2,6	3,3	3,6	2,0	0,2	3,0	4,0
Nombre d'emplois	en milliers	577	580	587	596	607	608	616	630
	évolution (%)	1,1	0,6	1,1	1,6	1,7	0,2	1,4	2,2
Taux de chômage	(%)	5,3	4,8	4,3	4,4	4,1	5,2	5,5	4,9
Ventes au détail	en millions de dollars	11 692	12 381	12 870	14 008	15 017	14 824	15 583	16 494
	évolution (%)	6,7	5,9	3,9	8,8	7,2	-1,3	5,1	5,8
Mises en chantier	unités	4 440	4 731	5 028	5 738	5 550	4 200	5 400	5 500
	évolution (%)	5,6	6,6	6,3	14,1	-3,3	-24,3	28,6	1,9
Indice des prix à la consommation	2002=100	103,8	106,6	108,7	110,9	113,4	114,2	116,3	118,9
	évolution (%)	1,9	2,7	1,9	2,1	2,2	0,7	1,8	2,3

Ontario

		<u>2004</u>	<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>	<u>2011</u>
PIB réel	2002 millions de dollars	496 780	510 509	522 845	534 880	532 209	515 178	527 749	548 859
	évolution (%)	2,6	2,8	2,4	2,3	-0,5	-3,2	2,4	4,0
Nombre d'emplois	en milliers	6 317	6 398	6 493	6 594	6 687	6 529	6 602	6 767
	évolution (%)	1,7	1,3	1,5	1,6	1,4	-2,4	1,1	2,5
Taux de chômage	(%)	6,8	6,6	6,3	6,4	6,5	9,1	9,7	8,5
Ventes au détail	en millions de dollars	129 086	135 321	140 808	146 252	151 375	147 267	152 835	161 410
	évolution (%)	3,2	4,8	4,1	3,9	3,5	-2,7	3,8	5,6
Mises en chantier	unités	85 114	78 795	73 417	68 123	75 567	50 000	65 000	68 000
	évolution (%)	-0,1	-7,4	-6,8	-7,2	10,9	-33,8	30,0	4,6
Indice des prix à la consommation	2002=100	104,6	106,9	108,8	110,8	113,3	113,6	115,1	117,6
	évolution (%)	1,9	2,2	1,8	1,8	2,3	0,3	1,3	2,1

Québec

		<u>2004</u>	<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>	<u>2011</u>
PIB réel	2002 millions de dollars	251 028	255 559	259 853	267 033	269 665	265 350	271 055	281 084
	évolution (%)	2,7	1,8	1,7	2,8	1,0	-1,6	2,2	3,7
Nombre d'emplois	en milliers	3 680	3 717	3 765	3 852	3 882	3 844	3 886	3 973
	évolution (%)	1,4	1,0	1,3	2,3	0,8	-1,0	1,1	2,2
Taux de chômage	(%)	8,5	8,3	8,0	7,2	7,2	8,5	8,8	8,1
Ventes au détail	en millions de dollars	78 518	82 533	86 709	90 663	95 321	94 446	98 488	103 548
	évolution (%)	4,2	5,1	5,1	4,6	5,1	-0,9	4,3	5,1
Mises en chantier	unités	58 448	50 910	47 877	48 553	47 925	41 500	42 000	44 000
	évolution (%)	16,2	-12,9	-6,0	1,4	-1,3	-13,4	1,2	4,8
Indice des prix à la consommation	2002=100	104,5	106,9	108,7	110,4	112,7	113,4	115,2	117,8
	évolution (%)	1,9	2,3	1,7	1,6	2,1	0,6	1,6	2,2

Nouveau-Brunswick

		<u>2004</u>	<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>	<u>2011</u>
PIB réel	2002 millions de dollars	22 366	22 638	23 254	23 356	23 351	23 281	23 956	24 842
	évolution (%)	2,8	1,2	2,7	0,4	0,0	-0,3	2,9	3,7
Nombre d'emplois	en milliers	350	351	355	363	366	367	371	377
	évolution (%)	2,0	0,1	1,4	2,1	0,9	0,1	1,3	1,5
Taux de chômage	(%)	9,8	9,7	8,8	7,5	8,6	8,9	8,9	8,5
Ventes au détail	en millions de dollars	7 963	8 326	8 814	9 318	9 872	9 833	10 201	10 618
	évolution (%)	1,7	4,6	5,9	5,7	5,9	-0,4	3,7	4,1
Mises en chantier	unités	3 947	3 959	4 085	4 242	4 175	3 600	3 700	3 500
	évolution (%)	-12,1	0,3	3,2	3,8	-1,6	-13,8	2,8	-5,4
Indice des prix à la consommation	2002=100	104,9	107,4	109,2	111,3	113,2	113,5	115,7	118,4
	évolution (%)	1,4	2,4	1,7	1,9	1,7	0,3	2,0	2,3

Nouvelle-Écosse

		<u>2004</u>	<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>	<u>2011</u>
PIB réel	2002 millions de dollars	27 710	28 016	28 254	28 598	29 215	29 215	30 033	31 174
	évolution (%)	0,9	1,1	0,8	1,2	2,2	0,0	2,8	3,8
Nombre d'emplois	en milliers	442	443	442	448	453	453	459	468
	évolution (%)	2,6	0,2	-0,3	1,3	1,2	0,0	1,3	2,0
Taux de chômage	(%)	8,8	8,4	7,9	8,0	7,7	9,2	9,4	8,8
Ventes au détail	en millions de dollars	10 297	10 527	11 163	11 636	12 129	12 096	12 633	13 253
	évolution (%)	2,8	2,2	6,0	4,2	4,2	-0,3	4,4	4,9
Mises en chantier	unités	4 717	4 775	4 896	4 750	4 267	3 600	4 100	4 100
	évolution (%)	-7,4	1,2	2,5	-3,0	-10,2	-15,6	13,9	0,0
Indice des prix à la consommation	2002=100	105,3	108,2	110,4	112,5	115,9	115,8	118,3	121,1
	évolution (%)	1,8	2,8	2,1	1,9	3,0	0,0	2,1	2,4

Île-du-Prince-Édouard

		<u>2004</u>	<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>	<u>2011</u>
PIB réel	2002 millions de dollars	3 877	3 921	4 026	4 126	4 148	4 144	4 235	4 379
	évolution (%)	2,6	1,1	2,7	2,5	0,5	-0,1	2,2	3,4
Nombre d'emplois	en milliers	67	68	69	69	70	69	71	72
	évolution (%)	1,3	1,9	0,6	1,1	1,3	-1,3	2,1	1,2
Taux de chômage	(%)	11,2	10,8	11,1	10,3	10,7	12,2	12,0	11,7
Ventes au détail	en millions de dollars	1 385	1 424	1 512	1 629	1 721	1 709	1 772	1 850
	évolution (%)	0,1	2,8	6,2	7,7	5,6	-0,7	3,7	4,4
Mises en chantier	unités	919	862	738	750	700	740	750	780
	évolution (%)	12,9	-6,2	-14,4	1,6	-6,7	5,7	1,4	4,0
Indice des prix à la consommation	2002=100	105,8	109,1	111,6	113,6	117,5	117,4	120,0	122,9
	évolution (%)	2,2	3,2	2,2	1,8	3,4	0,0	2,2	2,4

Terre-Neuve-et-Labrador

		<u>2004</u>	<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>	<u>2011</u>
PIB réel	2002 millions de dollars	17 209	17 593	18 201	19 856	19 953	19 055	19 512	19 805
	évolution (%)	-1,2	2,2	3,5	9,1	0,5	-4,5	2,4	1,5
Nombre d'emplois	en milliers	214	214	216	217	220	215	216	220
	évolution (%)	1,0	-0,1	0,7	0,7	1,5	-2,5	0,6	1,8
Taux de chômage	(%)	15,7	15,2	14,8	13,6	13,2	15,5	15,7	14,9
Ventes au détail	en millions de dollars	5 755	5 826	6 026	6 567	7 063	7 207	7 512	7 915
	évolution (%)	0,3	1,2	3,4	9,0	7,6	2,0	4,2	5,4
Mises en chantier	unités	2 870	2 498	2 234	2 649	3 233	3 000	3 000	3 100
	évolution (%)	6,6	-13,0	-10,6	18,6	22,1	-7,2	0,0	3,3
Indice des prix à la consommation	2002=100	104,8	107,6	109,5	111,1	114,3	114,7	116,7	119,5
	évolution (%)	1,8	2,6	1,8	1,4	2,9	0,4	1,8	2,3

Source: Statistique Canada, Recherche économique RBC

Le contenu de ce rapport est la propriété de la Banque Royal du Canada et ne peut être reproduit d'aucune manière, en tout ou en partie, sans l'autorisation expresse écrite du titulaire du droit d'auteur. Les informations et statistiques contenues dans les présentes ont été préparées par la Recherche économique RBC sur la base de renseignements provenant de sources jugées fiables. Nous ne faisons aucune déclaration ni ne donnons aucune garantie, expresse ou implicite, concernant leur précision ou leur exhaustivité. Cette publication est destinée à l'information des investisseurs et du monde des affaires et ne constitue pas une offre de vente ni une sollicitation visant l'achat de valeurs mobilières.

® Marque déposée de la Banque Royale du Canada
© Banque Royale du Canada.